

Pour une politique responsable et humaine de la drogue

Peu avant les vacances d'été, le 4 juillet 2018, le Conseil fédéral a mis en consultation une base légale autorisant des «essais pilotes» avec le cannabis. Un nouvel article 8a serait ainsi introduit dans la Loi sur les stupéfiants (LStup) pour fournir une base légale pour la réalisation «d'essais pilotes scientifiques» et acquérir «des connaissances sur les effets de nouvelles réglementations concernant l'utilisation à *des fins non médicales* de stupéfiants ayant des effets de type cannabique». Cette annonce a attiré l'attention des médias dans toute la Suisse – le plus souvent dans un sens positif.

Peu après les vacances d'été, le 21 août, on apprend qu'à la demande de son nouveau membre Thomas Kessler le PLR de Bâle-Ville demande dans son nouveau programme politique la libéralisation de toutes les drogues. Qu'il s'agisse de cocaïne, d'héroïne, d'ecstasy ou de cannabis, tous les stupéfiants devraient être légalement disponibles à l'avenir. A nouveau, la réaction des médias est grande – et majoritairement encourageante – dans toute la Suisse.

Le 24 août, la «Neue Zürcher Zeitung» rebondit avec un éditorial et une interview pleine page de deux «sommités de la politique de la drogue». Une fois de plus, l'ancienne conseillère fédérale Ruth Dreifuss, et le psychiatre Ambros Uchtenhagen sont courtisés. Ils répètent inlassablement les mêmes litanies: «Les interdictions sont inutiles. Il faut renoncer à toute sanction.», «Cela relève de la vie privée des gens de décider de ce qu'ils consomment.» La Suisse «fait obstruction au cannabis» et elle «accuse un retard dans la dépénalisation et la régulation des marchés.» Les expériences ne devraient pas être limitées au cannabis, elles devraient être étendues aux drogues dures.

Ce qui est scandaleux est la négation et le mépris affichés à l'égard des effets néfastes de la consommation des divers stupéfiants, alors qu'ils sont démontrés et scientifiquement prouvés depuis des dizaines d'années. Et ceci sans même parler des conséquences humaines et financières dévastatrices pour la famille et la société: accidents, violence, délinquance, perte des relations sociales, négligence physique et mentale, suicides, des décennies de dépendance de l'aide sociale et de l'assurance-invalidité, etc.

La propagande concernant le cannabis est la plus avancée. Pour rappel: en 2008, la population suisse a rejeté la dernière tentative de légalisation du cannabis avec une majorité des 2/3. Comme si de rien n'était, la libéralisation se poursuit pourtant pas à pas.

Depuis mi-2016, des «cercles intéressés» propagent le chanvre au CBD «nouvellement cultivé» avec moins de 1% de THC (agent psychoactif) et le vendent à tout vent en tant que «cannabis légal».

Simultanément, on crée délibérément la confusion au sein de la population avec le terme de «cannabis médical» afin d'obtenir le plus tôt possible le droit de vendre légalement aussi le cannabis psychoactif contenant 10 à 25% de THC.

Les «essais pilotes avec cannabis THC» mentionnés au début servent manifestement le même objectif – même si dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral s'en défend, fort maladroitement d'ailleurs. Les expérimentations avec des consommateurs de cannabis sont irresponsables et conduisent à une impasse!

Depuis plus de 20 ans, l'association «Jeunesse sans drogue» s'engage à protéger les enfants, les adolescents et les jeunes adultes contre les dangers de la consommation de stupéfiants. Nous continuerons, également à l'avenir, à nous engager pour une politique responsable et humaine de la drogue en offrant des informations factuelles et des activités utiles.

Verena Herzog
Conseillère nationale,
Présidente

Jean-Paul Vuilleumier
Secrétaire